

## YAHIA HAMLAOUI ETABLIT LE BILAN DE SON SECTEUR

## 111 privatisations et partenariats en 2004

**Le Conseil des participations de l'Etat (CPE) a donné son accord pour 111 opérations de privatisation de entreprises publiques économiques (EPE) et de partenariat, et 700 manifestations d'intérêt ont été enregistrées dont 52% d'opérateurs privés nationaux. Par ailleurs, 480 EPE sont passibles des dispositions du code de commerce relatives à la faillite.**

**Chérif Bennaceur** - **Alger (Le Soir)** - Des données pour 2004 avancées hier au centre de presse d'El Moudjahid par le ministre délégué auprès du chef du gouvernement, chargé de la Participation et de la Promotion de l'investissement, M. Yahia Hamlaoui. Ce dernier a précisé que ces 111 opérations, dont la négociation a commencé en 2003 et abouti en 2004, et sous réserve de l'actualisation des indicateurs de l'exercice 2004, consistent en 51 privatisations totales, 22 privatisations partielles, 20 cessions d'actifs et 18 opérations de partenariat. Cela pour un

montant des cessions de 18 milliards de dinars et un montant d'investissements (participations et investissements) de 24,723 milliards de dinars, permettant le maintien et la création de 9 606 emplois dont 2 488 nouveaux. Par ailleurs, le montant de l'endettement pris en charge par les investisseurs s'élève à 8,19 milliards de dinars, selon M. Hamlaoui, qui a précisé que la superficie des terrains réservés aux domaines est de 168 603 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, 12 190 visites ont été faites, durant la période s'étalant du 9 novembre 2004 au 2 février 2005, sur le site Internet de ce ministère

et qui contient des informations sur les 800 EPE éligibles parmi 1 283 EPE à la privatisation et au partenariat. A ce sujet, l'hôte du centre de presse a précisé que les visiteurs algériens sont les premiers (27,27%), suivis par les Américains et les Français (avec respectivement 15,14% et 10,05%). Soulignant, par ailleurs, l'émergence d'un marché de la privatisation totalement dédié à l'investissement, avec 451 milliards de dinars d'actifs disponibles, il a indiqué que le CPE a précisé les missions des Sociétés de gestion des participations (SGP) et les a dotées d'un mandat de négociations. En outre, le CPE a soumis les directoires des SGP à des contrats de performance, a défini le cahier de charges de la privatisation ainsi que les conditions de captage des

manifestations d'intérêt et de leur traitement (évaluation, soustraction des terrains excédentaires, prise en charge de la dette, etc.). Dans ce cadre, M. Hamlaoui a estimé que l'investisseur "connaît le périmètre de privatisation, son mode opératoire, sait à qui s'adresser et avec qui négocier, ainsi que les conditions de cession, par le biais des cahiers des charges remis aux investisseurs potentiels (maintien de l'emploi et de l'activité, mise à niveau et engagement à respecter le plan d'investissement, prise en charge de l'endettement et offre financière en rapport avec l'évaluation marchande à dire d'expert)". Ce faisant, M. Hamlaoui a précisé que l'action de son département s'inscrit "dans une trajectoire de mise en œuvre du processus de privatisation érigée en modalité de développement de l'investissement", sans désengagement de l'Etat, sans cession d'actifs ou compression de personnel.

#### Les entreprises privatisables ont un marché

En fait, selon lui, la position du secteur public n'est

pas un enjeu en termes de passage à l'économie de marché mais un enjeu considérable en termes de relance de l'investissement. Ainsi, le ministre de la Participation a estimé que ce premier bilan apporte la preuve que le processus de partenariat-privatisation "est créateur d'emplois, générateur d'investissements et diminue le poids de la dette du secteur public". L'hôte d'El Moudjahid a indiqué que son département œuvrera en 2005 à accélérer le rythme des privatisations dans une perspective de relance de l'investissement tout en encourageant les EPE à investir et améliorer les valeurs privatisables. Cela, à fin de faire de la privatisation partielle ou totale "un levier" pour le développement de l'investissement et de l'emploi, selon M. Hamlaoui, qui a insisté sur la rentabilisation des EPE qui est un objectif qui participe à la création de valeurs privatisables. Exposant la situation du secteur public marchand, sous l'égide des SGP, le ministre de tutelle a estimé que "la valeur privatisable se maintient" et que la privatisation

C. B.

## SITUATION DU SECTEUR PUBLIC MARCHAND

## 651 milliards de dinars de chiffre d'affaires

En fait, le secteur public marchand, sous régime juridique de l'ordonnance 01-04, emploie à fin 2004 un effectif de 393 000 salariés dont 163 000 en contrats à durée déterminée. Un secteur qui est structuré en 29 sociétés de gestion des participations (SGP) et quatre EPE non affiliées (SNTA, Saidal, SNVI et Air Algérie), 63 groupes à caractère industriel ou congloméral, contrôlant 628 filiales, 622 EPE (mono-entreprises), 270 EPE en liquidation et 829 EPE de rang PME qui emploient un effectif de 71 483 salariés. Ce faisant, M. Hamlaoui a précisé que les données cumulées fournies par les SGP à fin décembre 2004, dans le cadre de l'évaluation des contrats d'objectifs, révèlent une amélioration des indicateurs économiques. En outre, les SGP assurent ainsi un meilleur suivi de leur portefeuille.

En effet, le ministre a souligné que le chiffre d'affaires cumulé a progressé de près de 4% sur l'année 2004 passant de 651 milliards de dinars à 676 milliards de dinars ; la valeur ajoutée a également progressé de près de 11% passant de 261 milliards de dinars à 293 milliards de dinars. Cela avec un excédent brut d'exploitation qui a augmenté de 24% passant de 103 milliards de dinars à 131 milliards de dinars, et un volume des créances clients brutes qui a régres-

sé de près de 6% passant de 285 à 269 milliards de dinars. En outre, l'emploi est globalement resté stable avec une légère baisse de 2,7% sur l'année, soit une réduction de 10 909 agents, concentrée, pour l'essentiel, au niveau des branches manufacturières (-2673 agents), agro-alimentaire (-2034 agents) et services (-1449 agents). Par contre, certaines branches d'activité ont créé de l'emploi (le cas des mines et carrières avec une progression de 1 689 postes nouveaux). Néanmoins, le découvert bancaire s'est aggravé de près de 13% passant de 207 à 233 milliards de dinars, voire susceptible d'atteindre à terme 260 à 270 milliards de dinars. Sur onze branches d'activité, huit branches ont enregistré des performances appréciables, au regard de la vétusté des moyens de production, et sont les mines et carrières, la mécanique, la chimie-pharmacie, le BTPH, les matériaux de construction, les services, les EPE à caractère régional et la sidérurgie-métallurgie.

Les trois autres branches, l'agroalimentaire, la manufacture et les industries électriques et électroniques ont globalement continué à régresser et enregistrer des difficultés et de mauvais résultats.

C. B.

## PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

## 4259 projets sont entrés en production

L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) a traité au courant de l'année 2004, 3 483 projets d'investissements (d'entreprises publiques et privées), totalisant un montant de 386,4 milliards de dinars pour 74 173 emplois prévus (dont 105 projets au titre des investissements directs étrangers et des partenariats totalisant un montant de 154,5 milliards de dinars — 40% du total de l'investissement —, et 6731 emplois prévus — 54% du total de l'emploi. En outre, le Conseil national de l'investissement (CNI) a examiné, durant la même année, un total de 39 grands projets d'investissement totalisant un montant de 302 milliards de dinars pour 12 522 emplois prévus, dont 11 dossiers au titre des investissements directs étrangers et des partenariats. Au titre de la réalisation des investissements ayant fait l'objet d'un traitement de l'ANDI, le bilan à fin 2004 indique 4

259 projets entrés en production totalisant 305,5 milliards de dinars et 121 847 emplois créés, ainsi que 2 357 projets en cours de réalisation (ayant connu un début d'exécution) et totalisant 483,4 milliards de dinars, et 56 319 emplois créés. Dans ce cadre, M. Hamlaoui a relevé la prédominance des projets à caractère industriel, avec un montant total des projets de 682 milliards de dinars (soit 57% du total) et un nombre d'emplois prévus de 293 864 emplois (soit 43% du total). En outre, il a relevé un montant déclaré pour le secteur des services de 151 milliards de dinars pour 2004. En termes de localisation des projets, il a indiqué que 78% des flux d'investissement sont concentrés au nord du pays, avec un nombre de 24 626 projets pour un montant d'investissement de 1 786 milliards de dinars et un nombre de 558 000 emplois prévus.

C. B.

## PROCESSUS D'OCTROI DE CREDITS AUX PME

## Des mesures incitatives pour que les banques s'impliquent davantage

**La question du financement des PME en général et l'accès au crédit bancaire en particulier a été développée lors d'un séminaire sur le processus d'octroi de crédits par les banques algériennes.**

Cette rencontre a été organisée par l'Unité de gestion du programme d'appui à la modernisation du secteur financier algérien (UGP-AMSA) et l'Institut international de management (INSIM). "L'entreprise en général, la PME en particulier sont confrontées à de nouveaux problèmes financiers liés aux processus de croissance, lesquels doivent être affrontés dans une nouvelle optique et en introduisant des instruments adéquats pour

mesurer et gérer les risques", a souligné le ministre de la PME/PMI Mustapha Benbada devant l'assistance tout en rappelant l'évolution du taux de financement du secteur privé qui est passé de 108,6 milliards de DA en 1997 à 587,2 milliards de DA en 2003 soit un taux de 42,6%. Les différents obstacles rencontrés par les PME ont été énumérés par le premier responsable du secteur. Il s'agit de l'accès au crédit auprès des banques

pour couvrir les besoins de fonctionnement et d'investissement, l'absence d'institutions financières spécialisées et de produits de financement adaptés aux spécificités de la PME, la centralisation dans le traitement des dossiers de crédits, l'insuffisance dans la communication pour éclairer la clientèle au niveau des pratiques bancaires, l'insuffisance dans l'information concernant les disponibilités financières, la mauvaise qualité des dossiers de financement qui pose avec acuité le niveau et la pertinence de l'ingénierie financière et enfin le niveau des garanties parfois excessif exigé par les

banques et l'incapacité des promoteurs à y faire face. Par ailleurs, il a été signalé que l'intervention des pouvoirs publics en la matière s'articule autour des mesures législatives et réglementaires.

Elles concerneront selon Mustapha Benbada la mise en place des nouveaux instruments financiers, la déqualification de la création de société de capital risque et la bonification des taux d'intérêts au profit des PME introduits par la loi de finances 2005 avec une diversification de l'offre en produits financiers adaptés aux spécificités de la PME. De son côté, le système bancaire devrait

s'impliquer plus afin de développer un système de gouvernance spécifique.

Il devrait faire en sorte que les banques développent des instruments adéquats à l'ingénierie financière, que les politiques de financement soient élaborées pour tenir compte des insuffisances des PME notamment en matière de garanties, la multiplication de sociétés financières spécialisées de capital risque encouragées par des mesures incitatives et enfin la déconcentration de la décision d'octroi de crédit pour qu'elle soit possible en tenant compte du plafonnement de crédits accordés par les

banques au niveau de leurs réseaux. Le ministre de la PME conclura son allocution par un appel aux banques afin qu'elles s'impliquent davantage dans l'accompagnement des PME en offrant une assistance et un accompagnement personnalisés aux promoteurs de projets.

Il est à noter enfin que les interventions des experts étrangers avaient porté essentiellement sur l'approche risque rentabilité du crédit aux PME et les principaux outils d'analyse du risque de crédit pour la clientèle PME.

Ilhem Tir